

*Tribune Yann Trichard,
Président CCI Nantes St-Nazaire*

Nantes, le 21/04/2020

Assureurs-Crédits : J'en appelle à votre responsabilité

La crise sanitaire qui touche notre pays éprouve significativement notre économie et singulièrement des dizaines de milliers d'entreprises.

Au moment où l'activité est en forte baisse, au moment où des milliers d'entrepreneurs tentent de maintenir ou de reprendre une activité dans le respect des règles sanitaires et des gestes barrières, une nouvelle menace voit le jour mettant en péril l'existence même de nos entreprises.

Cette menace, que beaucoup de mes confrères vivent, c'est la crainte, voire la matérialisation, d'une dégradation brutale des couvertures de crédit interentreprises par les assureurs-crédits, et ce pour une période indéterminée, rendant difficile, voire impossible, tout rebond après la fin de la crise.

Ce à quoi on assiste, c'est l'application mécanique de critères de notation à des secteurs d'activités entiers conduisant à des révisions drastiques et insuffisamment différenciées des montants de couverture par les assureurs-crédits. Ainsi, des fabricants d'équipements de la personne voient leur couverture réduite à zéro ou fortement diminuée ! Raison invoquée : Les commerces et les distributeurs sont aujourd'hui fermés. Même constat dans l'industrie métallurgique considérée désormais comme un secteur à risque du fait des difficultés de filières comme l'aéronautique ou la navale et ce, sans appréciation au cas par cas de la situation réelle de l'entreprise. Les exemples se multiplient chaque jour.

C'est donc une véritable bombe à retardement qui nous menace. En effet, sans couverture du crédit interentreprises, c'est toute la chaîne fournisseurs-producteurs-clients qui s'effondre et entraînera inéluctablement des défaillances d'entreprises dans les prochaines semaines.

Cette attitude des assureurs-crédits, craignant de voir se multiplier les défaillances d'entreprises, conduira mécaniquement à faire de cette crainte une réalité. Le résultat sera immédiat : l'accroissement brutal des dépôts de bilan et l'augmentation du chômage, alors même que notre pays voyait diminuer le nombre de demandeurs d'emplois.

C'est pourquoi j'en appelle à la responsabilité sociale et sociétale des assureurs-crédits dans cette période sans précédent.

C'est pourquoi j'en appelle au gouvernement pour que les mécanismes de contre-garanties construits par l'Etat pour les assureurs soient systématisés et automatisés pour qu'ils jouent pleinement leur rôle. Aujourd'hui ils sont chers (entre 0,5 et 0,9% du CA) et nécessitent une intervention au cas par cas. Comment imaginer une relance dans ce contexte ? Des milliers d'artisans et commerçants vont se retrouver contraints à payer comptant faute de couverture !

Par ailleurs le montant annoncé de 10 Mds d'Euros de garantie pour le marché français sera-t-il suffisant quand on sait que l'encours couvert par les assureurs-crédits en France dépasse les 160 Mds d'Euros (données 2010).

Mon inquiétude est réelle quand on constate, sur le terrain, que malgré les annonces du gouvernement et des assureurs, ces derniers continuent de nous informer sur des baisses de nos couvertures crédits.

Les réponses de l'Etat et des banques en matière de crédit bancaire sont en œuvre. Il est indispensable, qu'en matière d'assurance-crédit le soutien soit tout aussi rapide, massif et à la hauteur des enjeux. Il en va de la survie de milliers d'entreprises qui n'auront pas la trésorerie pour payer « au cul du camion » en sortie de pandémie.